

24.06.2019 - 10:30 Uhr

Prise de position de Caritas sur le Message sur la coopération internationale 2021-2024 / L'objectif essentiel de la coopération au développement : lutter contre la pauvreté

Lucerne (ots) -

Le Conseil fédéral a formulé sa vision sur la manière dont il entend organiser la coopération suisse au développement dans les années à venir. À l'occasion de la consultation sur le message, Caritas Suisse souligne le fait que la priorité doit porter sur la lutte contre la pauvreté dans le monde et la solidarité de la Suisse. Caritas Suisse estime aussi qu'une correction s'impose en particulier en ce qui concerne les crédits-cadres prévus. Pour que la coopération internationale de la Suisse atteigne ses objectifs, des moyens financiers nettement plus importants doivent être mis à la disposition du ministre des Affaires étrangères.

La communauté internationale est très loin d'avoir vaincu l'extrême pauvreté. Quelque 750 millions de personnes en effet continuent de vivre avec moins de 1,90 dollar par jour. Alors que le nombre de personnes touchées diminue en Asie et en Amérique latine, il continue d'augmenter en Afrique subsaharienne. «L'attention de la population en général à la coopération au développement s'est affaiblie, en particulier parmi la jeune génération. Il faut débattre et informer sur la politique de développement. C'est le seul moyen d'obtenir un large soutien de la population suisse. Caritas se félicite donc que pour la première fois, le message sur la coopération au développement ait été soumis au processus de consultation», déclare Hugo Fasel, directeur de Caritas Suisse.

Pour Caritas, les axes thématiques de la future coopération au développement sont pertinents. Mais il faut préciser certains points. Si le Conseil fédéral veut utiliser la coopération au développement pour promouvoir une croissance économique durable et créer des emplois, cela doit clairement servir la lutte contre la pauvreté. La DDC et le SECO doivent promouvoir des emplois dignes garantissant le minimum vital. Caritas est d'avis qu'une focalisation unilatérale sur le secteur privé en Suisse ne peut se justifier. La coopération au développement doit en tout premier lieu servir à lutter contre la pauvreté.

Caritas salue le débat nuancé sur le thème de la migration dont le rapport se fait l'écho. Elle se félicite que l'on renonce à la conditionnalité s'agissant des liens entre les intérêts de la CI et ceux de la politique migratoire. Il serait erroné d'utiliser la CI de la Suisse pour soutenir des mesures réprimant la fuite et la migration à court terme, car cela ne ferait qu'exacerber à long terme les problèmes sous-jacents.

La crise climatique a besoin de moyens supplémentaires

La Suisse a pour objectif d'offrir une protection contre les effets négatifs du changement climatique également aux plus pauvres de la planète. En effet, les pays pauvres sont les plus fortement touchés aujourd'hui déjà par le changement climatique. Pour leurs populations, la crise du climat représente une menace existentielle. Les vagues de chaleur et les sécheresses, les inondations, les ouragans et les tempêtes tuent et causent d'immenses dégâts. La population touchée a besoin d'aide pour s'adapter aux changements et se protéger contre ces menaces. Les pays industrialisés se sont engagés, en vertu du droit international, à fournir des fonds nouveaux et supplémentaires pour le climat en plus des fonds existants pour la coopération au développement. Du point de vue de Caritas, il n'est pas admissible que la Suisse - malgré sa responsabilité dans le réchauffement et malgré les engagements internationaux en matière de politique climatique - soit toujours en retrait quand il s'agit d'apporter son aide dans ce domaine.

Moyens financiers: une augmentation nécessaire, et possible

Caritas Suisse estime aussi qu'une correction s'impose en particulier en ce qui concerne les crédits-cadres prévus. Des ressources financières nettement plus importantes sont nécessaires pour atteindre des objectifs ambitieux et maintenir la position de la Suisse dans le monde. Caritas pense que les fonds de la coopération au développement doivent être multipliés par deux. La Suisse est également invitée à contribuer de manière appropriée aux besoins croissants d'aide humanitaire dans le monde. Enfin, elle ne peut pas se contenter d'utiliser l'aide au développement pour trouver les fonds supplémentaires promis pour la protection du climat et l'adaptation. Les dépenses totales de la Suisse en matière de coopération au développement et de protection du climat dans les pays pauvres doivent donc être portées à environ 6,5 milliards de francs. Cela équivaut à une augmentation de 0,44 % à 1 % du produit national brut. La Suisse pourrait ainsi rattraper des pays comme la Suède, la Norvège et le Luxembourg. Les moyens de cette augmentation existent. La Confédération se porte extrêmement bien financièrement. Caritas propose que la Suisse, au lieu de réduire sa dette à un niveau extrêmement bas, augmente ses investissements

pour un monde pacifique où nos enfants auront envie de grandir.

Vous trouverez la prise de position de Caritas Suisse sur le Message du Conseil fédéral ici: www.caritas.ch/eza.
Vous trouverez également sur le site la nouvelle publication de Caritas portant le titre «Faut-il aider le monde entier ? Réponses aux questions pressantes sur la coopération au développement»

Contact:

À l'attention des rédactions:

Stefan Gribi, responsable de la communication pour Caritas Suisse, répond volontiers à vos demandes d'explications et d'informations, Courriel sgribi@caritas.ch, tél. 041 419 22 37. Il sera possible d'interviewer Hugo Fasel et les autres intervenants.

Vous pouvez télécharger des photographies sur le site www.caritas.ch/fotos. Des enregistrements vidéo sont également disponibles sur demande.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000088/100829496> abgerufen werden.